

N° 5317³**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2003-2004

PROPOSITION DE LOI**ayant pour objet de modifier et de compléter la loi électorale modifiée
du 18 février 2003**

* * *

RAPPORT DE LA COMMISSION DES AFFAIRES INTERIEURES

(6.5.2004)

La Commission se compose de: M. Marco SCHANK, Président-Rapporteur; M. Emile CALMES, M. Camille GIRA, M. Gusty GRAAS, M. Jean-Marie HALSDORF, M. Aly JAERLING, M. Jean-Pierre KLEIN, M. Nico LOES, Mme Lydia MUTSCH, Mme Maggy NAGEL et M. Fred SUNNEN, Membres.

*

I. ANTECEDENTS

Le 24 mars 2004, la proposition de loi sous examen a été déposée à la Chambre des Députés par Monsieur le Député Lucien Weiler. Elle a été accompagnée d'un exposé des motifs et d'un commentaire des articles. La déclaration de recevabilité ainsi que la transmission pour avis au Conseil d'Etat et au Gouvernement sont intervenues le 30 mars 2004. La prise de position du gouvernement est intervenue le 16 avril 2004. Le Conseil d'Etat a émis son avis le 27 avril 2004. Au cours de sa réunion du 6 mai 2003, la Commission des Affaires Intérieures a désigné son rapporteur et examiné le texte de la proposition de loi, ainsi que l'avis du Conseil d'Etat. Le rapport de la Commission a été examiné et adopté lors de la même réunion.

*

II. OBJET DE LA LOI

L'objectif du projet de loi sous rubrique est de redresser quelques erreurs matérielles qui se sont glissées dans les dispositions de la loi électorale modifiée du 18 février 2003. Rappelons que cette dernière a apporté un certain nombre de modifications essentielles à notre législation électorale, dont notamment

- l'extension de l'âge de participation obligatoire au vote de 70 à 75 ans;
- l'abaissement de l'âge électoral tant actif, que passif pour les élections législatives, européennes et communales;
- la fixation du nombre de signatures à 50 pour les élections communales dans les communes votant d'après le système proportionnel, et à 100 pour les élections législatives;
- la réforme des modalités du vote par correspondance en raison des nombreux étudiants luxembourgeois poursuivant leurs études à l'étranger;
- l'abaissement de la durée de résidence de 5 ans pour le droit de vote passif et actif pour les résidents communautaires et pour le droit de vote actif pour les étrangers issus des Etats tiers de l'Union européenne afin de permettre à ces deux catégories de participer activement aux décisions concernant les communautés locales auxquelles ils appartiennent;
- l'abolition du deuxième tour et des sections électorales pour le scrutin dans les communes votant d'après le système majoritaire;

- Les dispositions relatives aux élections complémentaires prévoient dorénavant que le conseil communal aura la faculté de recourir à des élections complémentaires suite à la première vacance de poste survenue alors que l'organisation d'élections complémentaires sera obligatoire lors de deux vacances de poste.

*

III. COMMENTAIRE DES ARTICLES

Intitulé

Quant à l'intitulé, le Conseil d'Etat propose de le mettre en concordance avec le libellé repris à l'article 1er en y écrivant „loi électorale modifiée“ plutôt que „loi modifiée électorale“. Telle est également la proposition du gouvernement dans sa prise de position du 16 avril 2004. Au cours de sa réunion du 6 mai 2004, la Commission décide de suivre cette proposition.

Article 1er

L'article 1er modifie l'article 8 de la loi électorale à l'effet de tenir compte des deux listes séparées prévues respectivement pour les élections européennes et les élections communales tout en s'inspirant de l'article 5bis de l'ancienne loi électorale modifiée du 31 juillet 1924 tel que formulé par la loi du 25 mars 1999, pour ainsi préciser la date de clôture des listes visées. Le Conseil d'Etat n'a aucune observation à formuler à l'égard de la modification proposée.

Article 2

L'article 2 propose de modifier l'alinéa 3 de l'article 59 de la loi électorale en vigueur, afin de régler le mode de désignation des présidents de certains bureaux de vote et de combler une lacune de la loi de 2003. La solution proposée s'inspire de celle prévue à l'article 55, alinéa 3 de l'ancienne loi électorale abrogée. Le Conseil d'Etat marque son accord à la solution retenue.

Article 3

L'article 3 porte sur l'article 126 de la loi électorale dont il complète l'alinéa 1 du paragraphe 9 par un ajout tendant à rétablir une disposition figurant à l'article 97, alinéa 1 du point 9 de l'ancienne loi de 1924 telle que complétée par la loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat et se lisant comme suit: „Le contrat de travail peut être remplacé par une convention d'honoraires dans le cas où il s'agit de l'engagement d'un avocat inscrit au tableau de l'un des ordres des avocats ou d'un membre d'une autre profession indépendante dont l'accès et l'exercice sont réglementés.“

Le Conseil d'Etat estime qu'il convient de libeller plus correctement l'article 3 de la proposition de loi sous examen en disposant comme suit:

„**Art. 3.** L'alinéa 1 du paragraphe 9 de l'article 126 de la même loi est complété par la phrase suivante:

„Le contrat de travail peut être remplacé par une convention d'honoraires dans le cas où il s'agit de l'engagement d'un avocat inscrit au tableau de l'un des ordres des avocats ou d'un membre d'une autre profession indépendante dont l'accès et l'exercice sont réglementés.“ “

La Commission reprend le libellé proposé par le Conseil d'Etat.

*

IV. TEXTE COORDONNE

Compte tenu de ce qui précède, la Commission des Affaires Intérieures recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi dans la teneur qui suit:

*

TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION

PROPOSITION DE LOI

ayant pour objet de modifier et de compléter la loi électorale modifiée
du 18 février 2003

Art. 1er.– L'article 8 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 est modifié comme suit:

„L'électeur inscrit sur la liste séparée des ressortissants d'un autre Etat membre de l'Union européenne pour les élections européennes de même que l'électeur inscrit sur la liste séparée des électeurs étrangers pour les élections communales qui acquiert la nationalité luxembourgeoise après le 31 mars de l'année précédant celle au cours de laquelle auront lieu respectivement les élections européennes ou les élections communales et qui ne peut donc plus figurer sur la liste des électeurs luxembourgeois peut, lors de ces élections, exercer son droit de vote en raison de son inscription sur la liste séparée des électeurs non luxembourgeois.“

Art. 2.– L'alinéa 3 de l'article 59 de la même loi est complété de manière à lui donner la teneur suivante:

„Dans les autres communes, le président du bureau principal est nommé par le président du tribunal d'arrondissement ou par le magistrat qui le remplace, ou par le juge de paix directeur ou son remplaçant pour la circonscription Sud visée à l'article 132. Dans ces mêmes communes les présidents des bureaux de vote sont désignés par le président du bureau principal parmi les électeurs de la commune.“

Art. 3.– L'alinéa 1 du paragraphe 9 de l'article 126 de la même loi est complété par la phrase suivante:

„Le contrat de travail peut être remplacé par une convention d'honoraires dans le cas où il s'agit de l'engagement d'un avocat inscrit au tableau de l'un des ordres des avocats ou d'un membre d'une autre profession indépendante dont l'accès et l'exercice sont réglementés.“

Luxembourg, le 6 mai 2004

Le Président-Rapporteur,
Marco SCHANK

